REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 09 au 15 novembre 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Changement climatique.....2
- Le changement climatique est en marche dans l'océan Indien
- COP26 : les jeunes de l'océan Indien lancent un cri d'alerte

1.2 Projet Hydromet COI.....6
- Hydrométéorologie : un outil stratégique pour le développement durable de l'Indianocéanie ?

1.3 Sécurité maritime.....9
- Report of the Secretary-General on the situation with respect to piracy and armed robbery at sea off the coast of Somalia (S/2021/920) [EN/AR/RU/ZH]

1.4 Coopération régionale.....10
- An Assessment of the European Union's Indo-Pacific Strategy
- Un nouvel élan de coopération entre l'OIF et la COI

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie bleue.....13
- Seychelles-supported 'Great Blue Wall' initiative launched at global climate change conference

2.2 Climat : Cop26.....15
- La COP26 adopte un "pacte" critiqué pour accélérer la lutte contre le réchauffement
- COP26 : le Pacte de Glasgow maintient "en vie les objectifs de l'accord de Paris", estime l'UE

2.3 Transition énergétique.....18
- Transition énergétique – Le projet Sahofika peut démarrer

2.4 Covid-19.....19
- Covid-19 : pique-niques interdits, pass sanitaire étendu et contrôles renforcés
- Covid-19. Deux décès à une journée d'intervalle
- Covid-19 : 178 nouveaux cas et 10 nouvelles admissions à l'hôpital ENT

Le changement climatique est en marche dans l'océan Indien

Tempêtes, cyclones, inondations, sécheresses… L'océan Indien est la troisième région du monde la plus affectée par les évènements climatiques extrêmes. Et dans les îles peuplées du sud-ouest, ces phénomènes devraient gagner en fréquence et en intensité sous l'effet du changement climatique.



À La Réunion, mais aussi dans d'autres îles du bassin sud-ouest de l'océan Indien, on observe depuis 50 ans un réchauffement moyen de la température de l'air des basses couches de près de 1°C. Et ce réchauffement s'est accéléré au cours de la dernière décennie. En outre, des épisodes de pluies soudaines et intenses affectent déjà régulièrement les îles au relief escarpé comme Madagascar, La Réunion, Maurice, Les Seychelles, Mayotte et Les Comores. Ces pluies sont notamment amenées par les tempêtes et les cyclones qui, une dizaine de fois par an, traversent le bassin.

Un constat inquiétant ces dernières décennies

Les intensités de ces pluies torrentielles sont comparables, voire supérieures, aux pluies diluviennes observées à l'automne dans le sud de la France. En octobre 2018 et 2020, des inondations catastrophiques ont touché l'Aude puis les Alpes Maritimes avec des cumuls supérieurs à 300 mm sur la journée (1 mm d'eau = 1 litre d'eau par mètre carré au sol), soit près de la moitié de la pluie moyenne qui tombe sur Paris en un an. Entre 1981 et 2014, La Réunion, elle, a connu environ 223 épisodes de pluie supérieure à 300 mm par jour. Cette fréquence élevée des précipitations intenses à La Réunion s'explique par son relief escarpé (le Piton des neiges y culmine à 3070 m) et par sa position géographique qui la place dans le sillage des tempêtes et des cyclones tropicaux.
En parallèle de ces évènements fortement précipitants, une baisse moyenne des précipitations annuelles et une augmentation des périodes de sécheresse ont été observées ces 50 dernières années sur plusieurs

territoires insulaires. A certaines périodes de l'année, le manque d'eau est déjà critique, comme à Rodrigues, aux Comores, à Mayotte et au sud de Madagascar.

Un avenir caniculaire

Le projet BRIO a permis la production d'un jeu de données du climat futur pour 3 scénarios d'émission de gaz à effet de serre. Ces données se basent sur un ensemble de simulations climatiques globales (CMIP6 utilisées dans le premier rapport AR6 du GIEC publié en août 2021) et sur une simulation climatique régionale. En matière de température moyenne, les données BRIO prévoient une augmentation en fin de siècle de +1,5°C à +2°C pour le scénario d'émission de GES optimiste (ssp126) et de +3°C à +5°C pour le scénario pessimiste (ssp585) selon les localités (le continent Africain et Madagascar se réchauffant davantage que les petites îles).
Suite de l'article

COP26 : les jeunes de l'océan Indien lancent un cri d'alerte



Fabrice Floch

Ils sont Mauriciens, Malgaches, Comoriens ou autres. Ils sont mineurs ou jeunes majeurs. Ils sont le futur des îles de l'océan Indien. Sous leurs yeux l'environnement change. Ces "jeunes" impliqués dans le nettoyage des plages, des mangroves et des forêts, demandent des actes pour l'avenir.

Des plages de plus en plus étroites, des mangroves devenues des décharges, des fôrets qui flambent, des atolls menacés par la montée des eaux, les jeunes de l'océan Indien observent tous les jours la dégradation de leur environnement. Ce sujet fait la une des journaux télévisés, uniquement lors des catastrophes (inondation, feu de forêt, fonte de la banquise, disparition d'une espèce), mais les adolescents et jeunes majeurs des îles de la zone s'informent via les réseaux sociaux. Ils ont l'habitude de les utiliser et tous ne s'en servent pas uniquement pour faire des selfies.
De nombreuses chaînes scientifiques proposent des contenus didactiques sur le changement climatique, les conséquences et les solutions envisageables pour amortir l'impact de cette transformation inéluctable. Le but est désormais de limiter la casse comme l'ont bien compris les nouveaux militants pour la sauvegarde de l'environnement.

Astrid Young, jeune Mauricienne, constate déjà l'impact sur son île

La montée des eaux entraîne une diminution des plages de l'île sœur, l'eau se réchauffant, les poissons migrent et les coraux meurent. Les pêcheurs mauriciens n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins. Le gouvernement mauricien a interdit l'utilisation des sachets plastiques, il s'est également engagé à ne plus utiliser de charbon d'ici à 2030. Des zones du lagon de l'île Maurice, comme à La Réunion sont contrôlées par le Parc Marin. Il est

interdit d'y pêcher. Des arbres ont été plantés pour lutter contre l'érosion des sols, mais est-ce suffisant ? Demande Global Citizen.
"J'ai peur qu'il soit trop tard pour réduire nos émissions de carbone et qu'ainsi, ils ne restent plus assez de temps pour [l'espèce humaine]", ... "J'espère aussi que le niveau des océans cessera d'augmenter pour que mon île ne soit pas submergée par l'eau", confie Astrid Young.

Les Seychelles et les Maldives risquent d'être submergées

Les Maldives, dont le sommet culmine à 2m30 au-dessus du niveau de la mer, risquent d'être englouties par la hausse des océans (1m90), comme les îles Kiribati dans le Pacifique. Les Seychelles, dont le Morne est le point culminant, avec 906 mètres, sont un peu moins concernées, même si plusieurs de ses 106 îles sont des atolls qui seront submergés avant la fin du siècle, si les prévisions se confirment.
Aujourd'hui, les Seychellois s'inquiètent surtout des inondations répétées. Vincent Amélie, directeur des services météorologiques de l'archipel, vient de se doter grâce à la Commission de l'Océan Indien d'Aladin, un outil informatique. Il devrait permettre de mieux appréhender les risques de fortes pluies et donc de préserver l'économie des dangers climatiques comme il vient de l'expliquer dans cette vidéo de la COI.

Hydrométéorologie : un outil stratégique pour le développement durable de l'Indianocéanie ?



En ce 8 novembre, la COP26 s'intéresse aux "pertes et dommages" dus aux effets du dérèglement climatique. Les îles en développement sont particulièrement concernées. L'un des leviers d'action réside dans la prévention des risques. En cela, la capacité de générer des services climatiques utiles à la prise de décision et à la planification s'avère importante. C'est tout l'objet du projet Hydromet de la COI, cofinancé par l'AFD, l'UE et le Fonds vert.
Entre 1964 et 2014, les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont été touchés par plus de 100 catastrophes naturelles. 93 d'entre elles étaient en lien direct avec les phénomènes hydrométéorologiques, soit 74 tempêtes, 11 inondations et 8 sécheresses. L'agriculture, le tourisme, les infrastructures ou encore l'approvisionnement en eau sont les secteurs les plus touchés. La prévention et la gestion des risques de catastrophes sont essentiels pour réduire les risques dans ces secteurs sensibles. C'est tout l'intérêt de l'hydrométéorologie et de l'intégration de ses outils dans la prise de décision. Le projet Hydromet de la COI y contribuera.

13,1 milliards de dollars de dangers hydrométéorologiques

Une étude menée en 2017 par la Banque mondiale confirme la tendance croissante de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien. Les habitants de petites îles, de zones arides ou semi-arides, de zones inondables ou de zones côtières de basse altitude sont particulièrement exposés aux effets aggravants du changement climatique.
Les dangers hydrométéorologiques se traduisent par des cyclones tropicaux, des pluies diluviennes, des orages, des inondations, de la sécheresse, des vagues de chaleur. En Indianocéanie, 14,4 millions de personnes sont directement impactées par ces risques. Les dommages matériels résultant des événements climatiques sont estimés à 13,1 milliards de dollars selon la Banque mondiale.

Comment l'hydrométéorologie peut-elle améliorer la situation ?

Les services d'hydrométéorologie peuvent non seulement prévoir les quantités de pluie qui tomberont mais également émettre des avertissements lorsque ces précipitations menaceraient de faire déborder les cours d'eau. Pour élaborer ces prévisions, ils utiliseront la prévision météorologique ainsi que la modélisation du débit des cours d'eau, les données de flux de ces derniers, des quantités de pluie tombées, etc.
Pour Abdoul-Oikil Said Ridhoine, météorologue à l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie aux Comores, l'hydrométéorologie est particulièrement importante dans un contexte d'adaptation aux effets du changement climatique. « Elle pourra améliorer et élargir la prestation des services climatiques, y compris les systèmes d'alerte rapide essentiels, afin de réduire les vulnérabilités climatiques et socio-économiques dans le pays », avance-t-il.
Des services climatiques améliorés et pleinement fonctionnels permettent d'identifier les investissements à entreprendre pour éviter les dégâts causés par les catastrophes. Ils fournissent aussi une base importante pour renforcer la résilience, pour augmenter la sécurité des constructions, de l'aviation ou de la navigation et pour protéger l'environnement (évacuation des eaux usées et de matériaux).

Une occasion de coopération régionale inédite

Une majorité des pays en développement privilégie les investissements axés sur le relèvement post-catastrophe plutôt que sur l'amélioration de la résilience. Ils risquent alors l'endettement en cas d'épisode météorologique extrême. Or, l'amélioration des capacités de gestion des épisodes peut réduire le bilan économique, social et humain post-catastrophe. Dans le même temps, ces capacités accrues de résilience permettent de réduire progressivement leurs emprunts aux agences de financement.
Le projet Hydromet, initié par la Commission de l'océan Indien (COI) et soutenu par l'Agence française de développement (AFD), l'Union européenne (UE) et le Fonds vert pour le climat, est donc une occasion de coopération régionale inédite qui répond à un besoin essentiel.
Relevant « la singularité » du projet Hydromet, Laurent Labbé, de la direction InterRégionale pour l'océan Indien « Etudes & Climatologie » de Météo France, explique : « Les premiers bénéficiaires sont tout d'abord **les services météorologiques de chaque territoire**. Il est en effet essentiel de soutenir le développement autonome national car chaque île connait des besoins spécifiques. Parallèlement, le projet Hydromet va permettre la **création d'un centre de climatologie régional propre à la COI.** Ce centre permettra de **mutualiser** les fonctions nécessaires au développement et à la production de services à l'échelle de la région.»

Report of the Secretary-General on the situation with respect to piracy and armed robbery at sea off the coast of Somalia (S/2021/920) [EN/AR/RU/ZH]

1. The present report is submitted pursuant to paragraph 29 of Security Council resolution 2554 (2020), in which the Council requested the Secretary-General to report within 11 months on the implementation of the resolution and the situation with respect to piracy and armed robbery at sea off the coast of Somalia, including an assessment of national coast guard capabilities.
2. The report covers the period 1 November 2020 to 31 October 2021 and highlights major developments since the Secretary-General's previous such report (S/2020/1072). The report is based on information provided by the United Nations system, including the United Nations Assistance Mission in Somalia (UNSOM), the International Maritime Organization (IMO), the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC) and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), as well as Member States and regional organizations, including the Intergovernmental Authority on Development (IGAD), the Indian Ocean Commission, the European Union Capacity-Building Mission in Somalia, the European Union Naval Force Operation Atalanta and the North Atlantic Treaty Organization (NATO).

II. Main developments, trends and considerations regarding piracy off the coast of Somalia

3. Efforts to combat piracy off the coast of Somalia continued throughout the reporting period, thanks to the concerted engagement of the Federal Government of Somalia and the international community, including the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia, individual Member States (see annex I) and international naval forces, such as the European Union Naval Force Operation Atalanta and the Combined Maritime Forces. The efforts of the international community to combat piracy continued to be affected by the coronavirus disease (COVID-19) pandemic. Nevertheless, shipping traffic levels returned to pre-pandemic activity, as did ship protection measures.
4. During the reporting period, once again, no incidents of piracy were reported in the regional waters around the Somali coastline (see annex II). However, an armed attack against a vessel occurred approximately three nautical miles off the coast of Middle Shabelle on 13 August 2021. Suspicious approaches towards merchant vessels in the region were observed by some Member States, indicating that progress achieved in combating piracy could be reversed if not consolidated.

5. In their industry releasable threat assessment of 1 September 2021, the European Union Naval Force Somalia and the Combined Maritime Forces concluded that piracy off the coast of Somalia continued to be largely suppressed owing to the combined efforts of naval forces and the shipping industries' continued implementation of *Best Management Practices.* They further indicated that there was a low risk of piracy attacks as Somali pirate action groups had diversified their activities and refocused their efforts on less risky enterprises. Nonetheless, they retained the capability to seize opportunities and launch attacks with little to no notice.
6. The reduction of the high-risk area on 1 September 2021 further demonstrated the effectiveness of regional naval escorts and counter-piracy measures.
7. The incident on 23 March 2021 involving the ship *Ever Given* served as a reminder to Member States and the shipping industry of the extent to which trade and supplies depend on open sea lanes. The European Union Naval Force Somalia conducted a full risk assessment of the potential impacts in the Western Indian Ocean in line with recommendations issued by the shipping industry.

An Assessment of the European Union's Indo-Pacific Strategy

GIRISH LUTHRA

The new Indo-Pacific strategy by the European Union (EU) follows previous measures to increase engagement with the region in the economic, security and connectivity domains. The plan indicates a clear intent to position the EU in the emerging global and regional governance structures, focusing on strategic autonomy, inclusivity, the rules-based order, and common public goods. Implementing the action plan based on the strategy is likely to face numerous challenges, including evolving and sustaining consensus on it within the EU. Nevertheless, it holds promise in contributing to the stability and development of the Indo-Pacific.

Security Cooperation

In the post-Cold War period, the EU drew comfort from a repurposed North Atlantic Treaty Organization (NATO) and limited its security cooperation in distant regions. It saw principal threats from a revanchist Russia, Islamist terrorism, civil wars and insurgencies in its periphery, West Asia and North Africa, and migration.[10] However, in the last decade, there has been an increased recognition that security and stability in the Indo-Pacific region directly impact European security.[11] Diplomatic engagement with Asia was stepped up through multilateral and bilateral mechanisms, including the Asia-Europe Meeting (ASEM). The EU also participates in the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) Regional Forum and East Asia Summit, is an observer at the South Asian Association for Regional Cooperation, and collaborates extensively with the African Union and the Indian Ocean Rim Association. The EU also has strong bilateral partnerships with Japan, South Korea, China, and India. The EU has participated in military operations in West Asia and North Africa under the NATO umbrella or coordinated under the Common Security and Defence Policy, with voluntary participation by the national militaries.[12]
The EU has provided the bulk of funding to the Indian Ocean Commission (IOC), which was created in 1982 and institutionalised in 1984, and currently comprises five island-nations (Comoros, Réunion Island, Madagascar, Mauritius, and Seychelles) and seven observers, including the EU. Since 2005, maritime security is a key part of the IOC-EU partnership, with a special focus on Eastern and Southern Africa and the Western Indian Ocean.[13] In 2018, the EU launched the Maritime Security programme to strengthen capacity-building and information sharing with countries in eastern and southern Africa and the Indian Ocean.[14] This was followed by a comprehensive declaration on maritime security in the western and southern Indian Ocean in June 2019.[15] The EU also funds several regional

programmes in the field of sustainable fisheries, port security and maritime infrastructure in the western Indian Ocean region.
Under the EUMSS, member countries were encouraged to deploy their naval assets to strengthen maritime security against increasing threats. Although high-level dialogues on maritime security were instituted with ASEAN, India and China, the western Indian Ocean was the primary area for EU naval presence and deployments. The EU launched its first naval operation under the EU Naval Force (EUNAVFOR) in Somalia in 2008 (Op Atlanta) to protect shipping heading to and from that country.[16] The scope of the mission was later expanded to include counterpiracy. In Somalia, the EU has also sustained capacity building and training missions. European naval ships also participate in US and NATO-led task forces in the western Indian Ocean. The EU's approach to security in the last decade or so focused on threats such as terrorism, piracy and armed robbery, organised crime and unlawful acts, illicit trafficking of arms, narcotics and humans, illegal financial flows, illegal and unreported fishing, and maritime militia. Other challenges like marine ecology, biodiversity, climate and environment were also often included in discussions on security.
Suite de l'article

Un nouvel élan de coopération entre l'OIF et la COI



L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et la Commission de l'océan Indien (COI) se retrouvent autour de valeurs communes telles que la paix, la démocratie, le respect de la diversité culturelle et la promotion du développement durable. L'installation du bureau régional de l'OIF à Antananarivo en 2016 a donné un nouvel élan à cette coopération en concrétisant des actions au plus proches des populations de l'océan Indien...

Seychelles-supported 'Great Blue Wall' initiative launched at global climate change conference

By: **Betymie Bonnelame**



Under the initiative, 10 western Indian Ocean countries, including Seychelles, presented plans. (James Michel Foudation)

(Seychelles News Agency) - An initiative to conserve, restore and sustainably use marine and coastal ecosystems in the western Indian Ocean called the **Great Blue Wall** launched on Wednesday at the **UN climate change conference**, COP26, in Glasgow.

Under the initiative, 10 western Indian Ocean countries, including Seychelles, presented plans to establish a network of marine conserved areas.

The **Great Blue Wall** is expected to accelerate and upscale ocean conservation actions to the benefit of over 70 million people in the Western Indian Ocean region. As a coalition of the willing, it welcomes all interested countries to join, from Africa and beyond.

In his remarks at the launch, former President of Seychelles, James Michel, urged all countries to present a strong common front and work together to turn these ambitions into concrete actions to unleash the potential of the Blue Economy.

"We can have something to be proud of. This innovative model has the potential to become pan-African, if not global. This would make the **Great Blue Wall** movement the first of its kind that was conceptualised and born in Africa to become global," said Michel.

The former president said that the region represents a rich and vast marine space with priceless ecosystems.

"From Seychelles to the coasts of the African continent, this represents an economic powerhouse that awaits to be unleashed. The opportunities are endless for new business ventures. At the same time, it is an opportunity for education awareness in conservation and regenerative action by the

communities. The **Great Blue Wall** will ensure that livelihoods are sustained," he added.
On his side, the IUCN director general, Bruno Oberle, said that this initiative can serve as a model for the conservation, restoration and sustainable use of marine ecosystems worldwide.
"By strengthening regenerative and sustainable Blue Economy in the Western Indian Ocean, the **Great Blue Wall** contributes to the livelihoods and climate resilience of local communities as well as to marine and coastal biodiversity," said Oberle.

The western Indian Ocean provides food security, sustains economic growth, regulates the climate, and provides livelihood opportunities for coastal communities across 10 countries - Comoros, France, Kenya, Madagascar, Mauritius, Mozambique, Seychelles, Somalia, South Africa, and Tanzania.
Under the **Great Blue Wall**, participating countries will designate suitable seascapes and marine conservation and restoration sites as IUCN Category VI conserved areas, which allow for sustainable use of natural resources to benefit local communities.
Category VI of IUCN is a protected area with sustainable use of natural resources.
The initiative's vision is to achieve a net gain of intact critical ecosystems such as mangroves, seagrass meadows and coral reefs, and to contribute to achieving 30 percent marine conserved area coverage in the region by 2030.
Seychelles, a group of 115 islands in the western Indian Ocean, has already pledged to protect 100 percent of its mangroves and seagrass ecosystem and reduce greenhouse gas emissions by 24 percent by 2030.

Lire aussi : http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2021/11/15/peche-et-economie-bleue-atelier-de-deux-jours-pour-appuyer-la-peche-a-petite-echelle/

La COP26 adopte un "pacte" critiqué pour accélérer la lutte contre le réchauffement



Les quelque 200 pays de la COP26 ont adopté samedi un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète (MIGUEL MEDINA / AFP)

(AFP) - Les quelque 200 pays de la COP26 ont adopté samedi un accord pour accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, mais sans garantir de tenir l'objectif de le contenir à 1,5°C ni répondre aux demandes d'aide des pays pauvres.

Le patron de l'ONU lui-même a relevé les faiblesses de ce "Pacte de Glasgow", avertissant que "la catastrophe climatique frappe toujours à la porte", la "volonté politique" ayant manqué pour surmonter les "contradictions" entre pays.

Le texte a en effet été adopté à l'issue de deux semaines de négociations éprouvantes, à l'image des changements de dernière minute, moins contraignants, introduits sur la question des énergies fossiles à la demande de la Chine et de l'Inde.

Avant d'entériner d'un coup de marteau l'adoption, le président britannique de cette 26e conférence mondiale pour le climat, Alok Sharma, s'est dit d'une voix émue et les larmes aux yeux "profondément désolé" pour ce dénouement. Il avait plus tôt estimé que l'accord "inaugure une décennie d'ambition croissante" en matière de climat.

Le premier ministre du pays hôte, Boris Johnson, qui s'était déplacé deux fois à Glasgow pour essayer de faciliter les discussions, a de son côté jugé que ce résultat constituait "un grand pas en avant" mais qu'il y avait "encore énormément à faire".

"Nous avons toujours su que Glasgow n'était pas la ligne d'arrivée", a commenté l'émissaire américain John Kerry.

Sur le point critique de la limitation des températures, alors que la planète se trouve selon l'ONU sur une trajectoire "catastrophique" de réchauffement de 2,7°C par rapport à l'ère pré-industrielle, le texte appelle les Etats

membres à relever leurs engagements de réductions plus régulièrement que prévu dans l'accord de Paris, et ce dès 2022.
Mais avec la possibilité d'aménagements pour "circonstances nationales particulières", point qui a suscité les critiques des ONG sur les ambitions réelles du texte.
Le compromis trouvé n'assure d'ailleurs pas le respect des objectifs de l'accord de Paris de 2015: limiter le réchauffement "bien en deçà" de 2°C et si possible à 1,5°C.
Mais il offre des perspectives permettant à la présidence britannique d'afficher un succès sur son objectif de voir Glasgow "garder 1,5 en vie". Les experts avertissent régulièrement que "chaque dixième de degré compte" alors que se multiplient déjà les catastrophes liées au changement climatique: inondations, sécheresses ou canicules, avec leur cortège de dégâts et de victimes.

COP26 : le Pacte de Glasgow maintient "en vie les objectifs de l'accord de Paris", estime l'UE



A l'issue de la COP26 à Glasgow, la Commission européenne a fait remarquer que le Pacte de Glasgow avait maintenu en vie les objectifs de l'accord de Paris.

Les 200 pays, ayant participé au sommet sur le climat, ont adopté le Pacte de Glasgow samedi dernier à la fin de la COP26 qui a duré deux semaines dans la capitale écossaise. De son côté la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, citée dans un communiqué, a salué ce nouveau pacte, une décision qu'elle trouve plutôt positive. Nous avons progressé dans la réalisation des trois objectifs que nous nous étions fixés au début de la COP26, estime la responsable.

Selon elle, le **Pacte de Glasgow** permet de maintenir *"en vie les objectifs de l'accord de Paris"*, en nous donnant la chance de *"limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C"*, a-t-elle aussi ajouté. Pour **Ursula von der Leyen**, l'élaboration dudit pacte nous rend confiants sur le fait que nous pouvons offrir à l'humanité un espace sûr et prospère sur cette planète. Elle a ensuite évoqué l'urgence de la situation en indiquant : *"Mais il n'y aura pas de temps à perdre : un travail difficile nous attend encore"*, rapporte *RFI.*

Transition énergétique – Le projet Sahofika peut démarrer



Sauf changement, la signature de l'accord de concession entre l'Etat malgache et le consortium Neho pour la production énergétique de la centrale de Sahofika, se tiendra ce jour. Une lueur d'espoir pour beaucoup.

Les tergiversations auront duré en tout cinq ans. Le projet de production d'électricité à la centrale hydroélectrique de Sahofika à Antanifotsy redémarre après deux années de stand-by, activé pourtant suite à un appel d'offres international en 2015. Du côté de l'Etat malgache et de la Jirama, les arguments justifiant le retard de la signature de la concession et de l'achat d'énergie ont tourné autour de la « délicatesse » d'un projet de grande envergure tel que ce projet de centrale hydroélectrique. C'est la plus grande infrastructure énergétique depuis ces vingt dernières années, avec une puissance de 192 MW et une production annuelle de 1570 Gwh et les analyses de coûts divers pour chacune des parties prenantes ont constitué le principal goulot d'étranglement.

C'est en tout cas, ce qui a toujours été annoncé. La signature de concession a failli se faire en 2018, puis en 2019, puis en 2020, sans jamais aboutir, tant les enjeux étaient importants. Le projet a été monté sous forme de contrat de construction-exploitation-possession-transfert (CEPT) qui prévoit la conception, le financement, la construction, l'exploitation et la gestion de la centrale hydroélectrique.

Cinq ans

C'est l'accord de concession de 35 ans ainsi que le contrat d'achat d'électricité qui auraient dû être signés depuis 2018 à l'issue de l'aboutissement des études de faisabilité technique et financière. Cet accord est à conclure entre le consortium Neho (Nouvelle énergie hydroélectrique de l'Onive) et le ministère de l'Energie et des hydrocarbures et le contrat d'achat devra se faire avec la Jirama.

Suite de l'article

Lire aussi : https://newsmada.com/2021/11/12/secteur-de-lenergie-et-acces-a-lelectricite-la-grande-ile-a-du-pain-sur-la-planche/

Covid-19 : pique-niques interdits, pass sanitaire étendu et contrôles renforcés



Le tour de vis sanitaire, visant à freiner la reprise épidémique, prend effet ce lundi 15 novembre. Les pique-niques et la pratique du bivouac sont de nouveau interdits sur l'ensemble du territoire. L'obligation de pass sanitaire est étendue à toutes les manifestations et les événements se déroulant sur l'espace public. Cela sera notamment le cas pour les braderies, les vide-greniers, les brocantes ou encore les marchés de Noël et les animations. A noter que le pass ne sera pas exigé sur les marchés forains. La préfecture annonce que "les contrôles relatifs au port du masque et au passe sanitaire seront significativement renforcés".

C'est pour freiner la propagation du virus que le préfet a décidé de renforcer les mesures de freinage. Le nombre de cas positifs augmente sans interruption depuis le samedi 23 octobre. Ce vendredi, le taux d'incidence (nombre de contamination pour 100.000 habitants) s'affichait à plus de 160. Le seuil d'alerte pour cet indicateur est de 50 cas pour 100.000 habitants. Les autres indicateurs (taux de positivité et taux de reproduction du virus) sont eux aussi en nette augmentation. "Les premiers impacts de cette reprise épidémique sont désormais perceptibles sur le système hospitalier, avec un doublement en une semaine des admissions en réanimation et en médecine Covid pour des patients essentiellement non vaccinés" a commenté le préfet dans son communiqué publié vendredi.

Suite de l'article

Covid-19. Deux décès à une journée d'intervalle

Faïza Soulé Youssouf



Alors que le pays a enregistré deux décès dus à la Covid-19 la semaine dernière, l'on attend les résultats du séquençage qui confirmeront ou non la présence d'un nouveau variant, notamment à Mwali qui connait une recrudescence des cas sans atteindre le niveau de la deuxième vague.
Près de quatre mois depuis que le pays n'avait enregistré aucun décès dû à la Covid-19. La semaine dernière, deux patients décèdent à une journée d'intervalle des suites de cette maladie, portant officiellement le nombre total de décès en Union des Comores à 149. La première patiente meurt, au centre de prise en charge anti Covid à Samba Nkuni, sur l'île de Ngazidja. Selon le Docteur Mohamed Hafidhou, épidémiologiste, membre du Comité Scientifique, «la défunte n'était pas vaccinée, avait un âge avancé et présentait des comorbidités».

En revanche, le deuxième décès, survenu sur l'île de Mwali à Fomboni, qui connait depuis plus d'un mois une recrudescence des cas, concerne un sujet qui s'est vu administrer les deux doses du sérum anti Covid lors de la première cohorte en avril dernier. Lui aussi, selon notre interlocuteur avait des pathologies «graves». Malgré le rebond de l'épidémie dans le pays, notamment à Mwali, il écarte lui aussi l'idée d'une troisième vague. «Même s'il y a une résurgence de la maladie à Mwali, elle est loin d'atteindre le niveau de deuxième vague entre la fin de l'année 2020 et le début de cette année», a fait valoir l'épidémiologiste. En ce qui concerne Ngazidja, «la situation sanitaire est stable depuis cinq mois». **Suite de l'article**

Covid-19 : 178 nouveaux cas et 10 nouvelles admissions à l'hôpital ENT



188 nouvelles contaminations par la Covid-19 : c'est le chiffre communiqué par la Santé par le biais d'un communiqué, ce dimanche 14 novembre. Le pays a enregistré 178 nouveaux cas sans symptômes de la Covid-19. Et 10 nouveaux patients positifs ont été admis au centre de traitement du New ENT Hospital à Vacoas. S'agissant des progrès de la campagne de vaccination nationale, 910 462 personnes ont été primo vaccinées alors que 875 056 ont reçu une deuxième dose de vaccin. Et de mars 2020 à ce jour, une proportion de 1,54 % de la population a été infectée au coronavirus.

Lire aussi : https://defimedia.info/hausse-des-cas-de-covid-19-le-tourisme-rassure-les-visiteurs